

gouvernements et d'instances internationales concernant la pauvreté, la dégradation de l'environnement, la réforme des lois, le tourisme, et l'exploitation exercée par les industries minière, forestière et pharmaceutique.

Il ne serait pas facile pour les Canadiens de faire progresser ces intérêts, encore moins de proposer l'autonomie gouvernementale. Les gouvernements asiatiques, se hérissant devant la seule intervention d'étrangers, invoquent souvent des raisons comme l'assimilation et la cohésion sociale. Les collectivités autochtones elles-mêmes sont souvent isolées sur les plans géographique et politique et, donc, difficiles à mobiliser efficacement. De plus, les chefs autochtones canadiens trouvent que les autorités canadiennes sont mal placées pour aller faire la morale à l'étranger quand les Premières nations au Canada sont encore victimes d'injustices. Les bureaucrates fédéraux, il faut le dire, ont eu tendance à esquiver la question autochtone au moment de formuler ou d'expliquer la politique sur les relations avec l'Asie-Pacifique.

La question se pose encore, embarrassante ou non : si la projection des valeurs canadiennes est un objectif avoué de la politique étrangère du Canada, comment pouvons-nous nous porter au secours des autochtones de l'Asie-Pacifique? Pouvons-nous prêcher par l'exemple (et faire une mise en garde en même temps) compte tenu de l'histoire et de l'expérience du Canada? Le gouvernement canadien devrait-il encourager vivement l'APEC à ouvrir son premier programme commercial aux autochtones? Ou la réaction des pays de cette région en serait-elle une d'hostilité et de refus ayant des retombées négatives? Faudrait-il convaincre les entreprises canadiennes d'élaborer des codes de conduite pour faire affaire dans les terres autochtones et tribales? Les associations autochtones du Canada peuvent-elles faire front commun avec des associations semblables en Asie-Pacifique, afin d'explorer des applications modernes des systèmes de justice autochtone, par exemple, ou les modes de guérison autochtones, ou le développement économique et le commerce autochtones? Malgré les problèmes toujours non réglés concernant les droits ancestraux au Canada, les Canadiens doivent se pencher sur ces questions.

Comment les Canadiens devraient-ils aider les sociétés de l'Asie-Pacifique à passer d'une croissance désastreuse sur le plan écologique à une croissance axée sur le développement durable?

Commençons par un exemple bien connu : la Chine, dont la population est 40 fois celle du Canada, est le pays le plus pollueur au monde. Ses taux de croissance astronomiques ont été alimentés surtout par le charbon qu'elle a en abondance. Mais le charbon produit des gaz à effet de serre, ce qui peut provoquer un bouleversement climatique désastreux à l'échelle planétaire. En vendant à la Chine un de ses réacteurs Candu — donc production accrue